

Le Burundi pourrait économiser 10 millions USD sur le transport administratif

PANA, 22/12/2009 Bujumbura, Burundi - Les réformes prévues dans le secteur du transport administratif pour entrer en vigueur, d'ici le début de 2010, pourraient rapporter à l'Etat burundais des économies de l'ordre de 10 millions de dollars américains, a déclaré mardi le ministre burundais des Transports, Postes et Télécommunications, Philippe Njoni. L'Etat dépense annuellement jusqu'à 23 milliards de francs burundais (près de 23 millions de dollars US) en nouveaux véhicules, carburants et maintenance, selon la même source, qui a tablé sur au moins 10 milliards d'économie par an d'ici l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation du transport administratif.

La réforme vient conforter le contribuable burundais qui n'en pouvait plus de supporter le transport administratif marqué par des abus de toutes sortes, comme son usage à des fins privées par les fonctionnaires. Rares sont en effet les véhicules de l'Etat qui rentrent aujourd'hui encore de mission à l'intérieur du pays sans chargement débordant de charbon de bois ou de nourriture, quand ils ne servent pas au transport des matériaux de construction. Certains services de l'Etat, par ailleurs, rivalisent d'ardeur dans la surfacturation du coût du carburant et des frais de maintenance du charroi de l'Etat, critique-t-on encore dans l'opinion. Le ministre Njoni a annoncé des mesures d'accompagnement, comme le transport en commun, l'acquisition de véhicules de fonction crédit pour faciliter la vie au reste des fonctionnaires de l'Etat qui vont cesser d'être transportés aux frais du contribuable. D'autres réformes du secteur ont porté ces derniers temps sur le changement des plaques nationales d'immatriculation au profit de celles en vigueur dans la Communauté est-africaine (CEA) de libre-échange à laquelle le Burundi a adhéré depuis deux ans. La réforme a coûté cher aux automobilistes qui ont dû déboursier pratiquement 140.000 francs burundais (près de 140 dollars US) pour bénéficier de la nouvelle plaque, contre 5.000 francs burundais (moins de 5 dollars) initialement. Le permis de conduire va également coûter jusqu'à dix fois plus cher (50.000 francs burundais) aux automobilistes appelés ainsi à aider le gouvernement à combler le déficit de l'ordre de 130 millions de dollars dans le budget général 2010 de l'Etat.